



الملتقى الدولي الأول حول التطور التشريعي
لأحكام الأسرة - بين الثابت والمتغير -

عنوان المداخلة: Les moyens de lute contre la violence conjugale en

Algérie

اسم المتدخل: Cherifa BENAHMED

الهيئة العلمية المستخدمة : Université 2 Mohamed BENAHMED d'Oran

البلد: Algérie

البريد الالكتروني: cherifabenahmed@gmail.com

الملخص: La violence familial la plus répandue en Algérie est la violence conjugale.

Cette dernière représente l'écrasante majorité des violences, un taux de 80% des violences auxquelles les professionnels sont confrontés. L'endroit au monde où une femme est de plus en plus en danger n'est pas la rue, ni le lieu de travail c'est dans le cocon familiale. En raison des conséquences dévastatrices de la violence conjugale sur les membres de la famille, la lutte contre ce phénomène est l'une des clés de la prospérité familiale, ce sujet de recherche qu'est « les moyens de lutte contre la violence conjugale en Algérie » est traité en deux axes principaux : a l'échelon national, a l'échelon international.

الكلمات الدالة: Algérie, violence, maltraitance, familiale, conjugale, moyens, lutte, national, international, famille.

Intitulé :

Les moyens de lutte contre la violence conjugale en Algérie

La violence familiale la plus répandue en Algérie est la violence conjugale. Cette dernière représente l'écrasante majorité des violences, un taux de 80% des violences auxquelles les professionnels sont confrontés. L'endroit au monde où une femme est de plus en plus en danger n'est pas la rue, ni le lieu de travail c'est dans le cocon familiale.

La violence conjugale peut prendre différentes formes de maltraitance, elle ne se limite pas à la violence physique. Une personne peut être victime de plus d'une forme de violence ou de maltraitance, notamment :

- Maltraitance physique ; est le fait d'utiliser de façon délibérée la force contre une personne sans son consentement. Elle peut causer des douleurs physiques ou des blessures qui peuvent être permanentes.
- Maltraitance sexuelle ; Toute activité sexuelle avec quiconque sans son consentement.
- Maltraitance psychologique ; consiste à utiliser des mots ou à agir de façon à contrôler quelqu'un, à lui faire peur, à l'isoler ou à lui ôter sa dignité. On parle aussi parfois de maltraitance ou de violence émotionnelle.
- Exploitation financière ; c'est quand quelqu'un utilise votre argent ou vos biens pour vous contrôler ou vous exploiter.
- Négligence ; On parle de négligence quand un membre de la famille, qui a le devoir de prendre soin de vous, ne répond pas à vos besoins fondamentaux, Les époux ont le devoir de prendre soin l'un de l'autre.

Les Nations Unies définissent la violence à l'égard des femmes comme « tout acte de violence dirigé contre le sexe féminin et causant ou pouvant causer un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels

actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou la vie privée. »

les conséquences collatérales de la violence conjugale est toujours source de graves préjudices psychologiques pour les enfants. Ils sont en danger de subir des préjudices à court et à long terme. les conséquences de la violence conjugale peuvent les affecter. Ils peuvent présenter des troubles psychologiques, comportemental et développemental. Ils sont également à risque de développer des troubles de stress post-traumatique (TSPT). Cette violence se répercute même sur leur vie d'adulte qui est affectée socialement parlant et ils peuvent malheureusement s'identifier à l'agresseur et reproduire eux-mêmes la violence qu'ils ont vue et vécue. Car, enfants, ils peuvent être témoins oculaires directs des violences touchant leur mère du fait de leur père, et quand ils sont adolescents ils peuvent même s'interposer entre leurs parents. Donc les enfants peuvent facilement reproduire la violence et ce cycle infernal qu'on appelle la transmission intergénérationnelle de la violence, ne connaît plus de fin.

En raison des conséquences dévastatrices de la violence conjugale sur les membres de la famille, la lutte contre ce phénomène est l'une des clés de la prospérité familiale, sachant que cette dernière est de plus en plus menacée dans la société algérienne.

Alors qu'elles sont les moyens de lutte contre la violence conjugale en Algérie actuellement ?

On aborde ce sujet en deux volets :

a)- a l'échelon international

b)- a l'échelon national

A) A l'échelon international

a- ONU :

La nouvelle agence de l'ONU qui rassemble différents organismes internationaux consacrés aux femmes (UN WOMEN) a publié en juillet 2011 un rapport sur l'état de la condition féminine au monde (Progress of the world's women, in pursuit of justice, un women, 2011-2012). Ce premier rapport annuel montre que 127 pays, soit plus de la moitié, ne punissent toujours pas le viol au sein du couple et souligne « en dépit des progrès majeurs dans les lois, des millions de femmes font état de violences dans leur vie, en général de la part de leur partenaire » l'étude rappelle que la violence sexuelle est utilisée depuis des siècles comme arme de guerre.

« L'union Interparlementaire engage les gouvernements, les parlements, et les organisations non gouvernementales à organiser des activités pour sensibiliser l'opinion publique au problème de la violence contre les femmes, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes qui sera célébrée le 25 novembre de chaque année »

Résolution de l'UIP.114^{ème} Assemblée, 12 Mai 2006, paragraphe 6

le 25 novembre aura lieu la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. A cette date s'ouvre également la campagne internationale des 16 jours de mobilisation jusqu'au 10 décembre, « journée internationale des droits de l'homme ». Cette campagne nous rappelle que les violences faites aux femmes constituent une des violations des droits de l'homme les plus répandues dans tout les pays. On y appelle les particuliers, les organisations et les institutions, partout dans le monde, à organiser une période spéciale pour faire cesser les violences faites aux femmes.

La stratégie de l'Union Interparlementaire :

- Met l'accent sur toutes les formes de violence envers les femmes au niveau international, régional et national,
- Réunit hommes et femmes parlementaires
- S'appuie sur le leadership politique des parlements pour imposer le changement
- Vise à répondre aux préoccupations particulières des parlements.

L'UIP va entreprendre une série d'activités ayant 3 buts :

- Mettre en place un cadre juridique solide et efficace
- Veiller à l'application de la législation
- Sensibiliser l'opinion au problème de la violence envers les femmes et le rendre plus visible.

Ces activités seront les suivantes :

- Organisation de séminaires régionaux et nationaux
- Programme d'assistance technique aux parlements sur la violence envers les femmes
- Réalisation d'un site web et d'outils de communication
- Incitation à participer à des activités et campagne publiques, notamment la célébration de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Dans le cadre de la 119^{ème} Assemblée de l'UIP tenue à Genève en octobre 2008 pour le lancement de la campagne et le programme de travail pour but d'appuyer l'action des parlements afin de mettre terme à la violence envers les femmes, (car dans cette campagne la contribution des parlements a un rôle clé) plus de 200 parlementaires venue d'environ 70 pays ont souscrit à cette campagne et se sont engagés à faire de la lutte contre la violence envers les femmes une priorité au plan national et international dont l'Algérie.

pour 2011 l'UIP a encouragé tous les parlements à organiser une manifestation autour du thème « éliminer les discriminations faites aux femmes » comme forme de violence.

●Concernant l'ALGERIE

Dans le cadre de la campagne de mobilisation de 16 jours pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes, le parlement algérien a organisé le 8 décembre 2011, une journée parlementaire au siège de l'assemblée populaire nationale avec la participation de représentant de la presse et du mouvement associatif. Avec discours inauguraux du président de l'assemblée...et le Ministre déléguée chargée de la famille, trois communications ont été présentées sur le dernier rapport de l'Algérie concernant la convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes sur la problématique sociologique et sur les activités du réseau wassila qui offre un soutien médical, psychologique, juridique aux femmes et aux enfants victimes de violence. Au cours des débats, l'accent a été mis sur la nécessité du renforcement du cadre juridique, et l'élaboration des lois répressives, la mise en œuvre de programmes de sensibilisation et de prévention par des activités d'éducation.

b- Conventions ratifiées par l'état algérien :

La convention portant élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est entrée en vigueur le 3 octobre 1981. Elle a été ratifiée par l'Algérie le 22 janvier 1996, décrété par le décret présidentiel n°96-51 du 22 janvier 1996 (J.O n°6 du 24/01/1996).

Un comité de suivi des recommandations :

La Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNCPPDH) a annoncé l'installation, le 10 juin 2014, du comité de suivi des recommandations de la Convention internationale pour l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard de la Femme issue de son rapport sur l'Algérie, établi le 23 mars 2012.

Selon un communiqué de la CNCPPDH rendu public, le comité de suivi se penchera

الملتقى الدولي الأول بعنوان: التطور التشريعي لأحكام الأسرة - بين الثابت والمتغير - يومي 25/26 نوفمبر 2015 جامعة حسنية بن

بوعلي - الشلف -

sur les réalisations de l'Etat en la matière, cernera les problèmes et formulera des propositions pour aider le gouvernement à trouver des solutions. Le comité est composé de représentants de plusieurs ministères concernés et d'organisations de la société civile.

Ce comité regroupe plusieurs départements ministériels, institutions et représentants du mouvement associatif. Il a adopté son plan d'action lors de la réunion de ses membres et a décidé du lancement, à partir du 10 décembre 2014, de sessions de formation sur le contenu de la Cedaw et de ses mécanismes. Les volets de ce plan d'action s'articulent principalement sur l'organisation de séminaires thématiques et de journées d'études relatifs au sujet, le recueil de données récentes sur les dispositions et les mécanismes en matière d'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes.

b) A l'échelon national

a- Au niveau juridique :

Il ya lieu de rappeler que la loi amendant et complétant le code pénal, portant de nouvelles procédures inhérentes à la protection de la femme contre toutes les formes de violence, a été adoptée par l'assemblée populaire nationale (APN) le 5 mars dernier. Elle porte, notamment, sur un article concernant la protection de l'épouse des coups et des blessures volontaires, provoquant un état d'invalidité ou causant l'amputation, la perte d'un membre, une invalidité permanente ou la mort de la victime, en introduisant des sanctions en fonction du préjudice. Le pardon de la victime met fin à toute poursuite judiciaire, sauf dans certains cas. Le projet de loi prévoit un autre article criminalisant toute forme d'agression, de violence verbale, psychologique ou de maltraitance, notamment en cas récidive. La violence peut prendre plusieurs formes dont des agressions physiques n'entraînant pas forcément des blessures visibles. Le pardon de la victime met fin, dans de tels cas, à toute poursuite judiciaire. Commentant l'article 226 bis de ce code, présenté devant l'APN, la ministre indique que celui-ci traite de la violence conjugale sous toutes ses formes, de la violence sexuelle «dans les lieux publics et privés», comme des intimidations «et autres attitudes méprisantes ou injures ». Ces articles prévoient que l'acteur ne peut pas bénéficier de circonstances atténuantes si la victime est enceinte, handicapée ou si l'infraction est commise en présence des mineurs. Par ailleurs, il a été procédé à l'amendement de l'article 330 CP, relatif à l'abandon de famille, pour protéger l'épouse de la violence économique, a été amendé dans ce qui consiste à la priver de ses biens et ressources financières.

Pour ce qui est des dispositions relatives à la protection de la femme contre la violence sexuelle. Le projet de loi prévoit l'introduction d'un nouvel article criminalisant toute agression attentant à l'intégrité sexuelle de la victime. Aussi, il a

été procédé à l'amendement de l'article 341 bis en vue d'alourdir la peine prévue pour harcèlement sexuel.

Un nouvel article a été élaboré pour criminaliser et lutter contre le harcèlement contre les femmes dans les lieux publics. La peine est alourdie si la victime est mineure.

Un des amendements adoptés stipule que "quiconque porte volontairement des coups à son conjoint, et en fonction des blessures, risque de 1 à 20 ans de prison avec la réclusion à perpétuité en cas de décès".

Un autre article prévoit six mois à deux ans de prison pour "quiconque exerce sur son épouse des contraintes afin de disposer de ses biens ou de ses ressources financières".

b- Au niveau social :

Pour accompagner les femmes et les filles victimes de violences et/ou en situation difficile, des centres d'accueil et des cellules d'écoute ont été mis en place pour leur orientation, accueil et prise en charge. Les victimes bénéficient d'une auto-habilitation et d'une insertion, notamment par le biais de formations et d'attribution de microcrédits.

Depuis 2010, un dispositif d'écoute, d'orientation et d'accompagnement en faveur de cette catégorie a été élargi à l'ensemble du territoire national. Il a pour objectif principal la protection et la promotion des droits des femmes en difficulté sociale et leur accompagnement vers une insertion sociale et professionnelle. En 2011, ce dispositif a été renforcé par l'affectation d'un personnel qualifié.

- Lutte contre la violence exercée à leur encontre « un centre pour les femmes en détresse à ORAN :

Les acteurs de la prise en charge des femmes en difficulté ont proposé, la création d'un centre d'hébergement temporaire pour les femmes victimes de violence, notamment conjugale (les femmes battues, violées, outragées, harcelées, et humiliées par leur entourage ou étranger, ce centre d'hébergement spécialisé permettrait la mise à l'abri des concernées, lors d'une manifestation portes ouvertes sur un centre d'écoute psychologique local, organisée par l'Association locale des femmes

Algériennes revendiquent leur droit (FARD) à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la femme.

Concernant, les responsables de la cellule d'écoute du Réseau National des Centres D'écoute des femmes victimes de violence, BALSAM, ont déclaré avoir accueilli 114 femmes âgées entre 18 et 66 ans depuis sa création en Octobre 2009.

Parmi ces cas, 11 ont été traités depuis le début de l'année contre 33 en 2011 et 28 en 2010. Notons que le réseau BALSAM compte 13 centres d'écoute : 4 centres à Alger, 2 centres à Oran, 2 centres à Constantine, 2 centres à TIZI ousou, 2 centres à Annaba et 1 centre à Tebessa.

Plus de 300 femmes prises en charge en 2011 à ORAN au niveau des cellules d'écoute relevant de la direction de l'action sociale (DAS), 7000 cas au niveau national dont 24 décès a déclaré Kheira Messaoudène, commissaire principal à la direction générale de la sûreté nationale (DGNS) chargée des affaires de violence contre la femme.

Réseau Wassila :

Réseau Wassila a établi un partenariat avec SOS Kinderdorf International depuis de nombreuses années dans un projet appelé « reinforcement of family » qui offre un soutien aux mères.

L'organisation est un membre fondateur du Collectif pour la défense des femmes victimes de Hassi Mésaoud, et l'Observatoire de la violence contre les femmes en Algérie. Les missions consistent à être solidaire et accompagner les femmes et les enfants victimes de violences.

Dalila Djerbal, sociologue et présidente du réseau Wassila, a précisé lors d'une rencontre à Alger « bien que l'Algérie ait amendé ses textes et que les coups et blessures soient considérés comme un délit puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans, art 226 c.p, cela reste insuffisant pour enrayer la violence à l'égard des femmes, d'autant que les victimes hésitent souvent à porter plainte.

-elle a également appelé à la mise en place d'une « loi-cadre » définissant toutes les formes de violences exercées contre la femme.

-Fatma oussedik sociologue membre du réseau WASSILA a déclaré que la protection des femmes contre la violence n'est pas une question de vide juridique, mais d'application de la loi. C'est un problème courant en Algérie et c'est la que les Institutions de l'Etat doivent jouer leur rôle pour protéger le citoyen. C'est une question d'assistance à personne en danger, rien de moins.

Ce réseau et depuis 30 décembre 2009 renforcé par une nouvelle association , l'AVIFE (association d'aide aux victimes de violence femmes et enfants).

Conclusion :

Les axes stratégiques concernant ce domaine visent à :

- Œuvrer à la prévention et à l'éradication du phénomène de la violence à l'égard des femmes par la promotion des principes de droits humains et des valeurs d'égalité et d'équité et par l'approche genre, en vue de redéfinir les rôles sociaux des hommes et des femmes, tels qu'ils puissent assurer des relations humaines et sociales plus équilibrées et plus équitables à tous les niveaux,

- Impliquer, voire engager, la société en général, la communauté et la famille en particulier, à contribuer pleinement à la prise en charge et à la réinsertion sociale et économique de la femme et des enfants survivants à la violence,

- Sensibiliser, informer, **éduquer**, seront les outils nécessaires pour la prévention, la lutte contre la violence et pour la protection des femmes, mais aussi des petites filles et des adolescentes en particulier, car plus exposées.

Des exemples ?



En Inde, W4 travaille pour prévenir la violence et les discriminations envers les femmes en agissant sur **l'éducation** des jeunes garçons et en leur donnant les connaissances, les outils et le leadership nécessaires pour adopter concrètement un comportement plus respectueux de l'égalité homme-femme, et encourager les autres hommes et

femmes de leur communauté à en faire autant.

En République Démocratique du Congo, W4 aide à former les femmes victimes de violences sexuelles à la création et à la gestion de petites entreprises, leur donnant ainsi les moyens d'assurer leur subsistance et de devenir actrices de leur émancipation.



En Espagne, W4 développe un réseau de soutien horizontal, qui met en relation des femmes battues marginalisées dans le but de leur fournir les ressources et l'assistance dont elles ont besoin pour quitter leur foyer et se reconstruire.

En Thaïlande, W4 participe au lancement d'une entreprise sociale qui forme des femmes victimes de violence à l'artisanat, en parallèle du soutien physique et psychologique qu'elles reçoivent pour les aider à surmonter leur traumatisme. Une fois formées, ces femmes fabriquent et vendent des produits uniques et faits main à partir de matériaux recyclables. Développer des compétences professionnelles fondamentales et devenir financièrement indépendantes permet à ces femmes de reconstruire leur estime d'elles-mêmes.



Bibliographie :

Ouvrages :

- « Violence et société aujourd'hui »,

Par Véronique Bedin et Jean-François Dortier

Science humaines éditions, 2011

- « violences familiales »

Sous la direction d'Yves Morhain et de Jean-Pierre Martineau

Collection psychologiques, L'Harmattan, 2003

- Code de la famille Algérien,

édition, 2005

Sites :

- Porte parole du gouvernement Français www.justice.gouv.fr

- <http://www.algerie-focus.com> /2010/08/18/algerie-silence-...-on-frappe-les-

- Ministère de la justice algérien, www.mjustice.dz

- Ministère de la justice du Canada, www.justice.gc.ca rubrique justice pénale, thème « la violence familiale- qu'est ce que la violence familiale ? » article du 07/01/2015

Articles :

الملتقى الدولي الأول بعنوان: التطور التشريعي لأحكام الأسرة - بين الثابت والمتغير - يومي 25/26 نوفمبر 2015 جامعة حسنية بن بوعلي - الشلف -

- Journal « el Watan » du samedi 7 janvier 2012 p.2
 - Journal « el Watan » du 06/06/2012 :sur les abus sexuels contre les enfants en Algérie :un phénomène en hausse inquiétante.
- article journal « el Watan » du 12/06/2012 :sur enlèvements et viols :les mineurs en sont les premiers victimes.
- Journal « L'expression le quotidien » du lundi 10/08/2015, article « le foyer est l'endroit le plus dangereux pour la femme »

